

## **Vaccin, Pass sanitaire, complotisme et réformes ultralibérales**

Publié le 19 juillet 2021 Iaata

Dans cette période troublée par la pandémie et l'autoritarisme, la confusion politique et le complotisme, quelques pistes de réflexion pour combattre le gouvernement par Nantes Révoltée.

Dans cette période troublée par la pandémie et l'autoritarisme, la confusion politique et le complotisme, quelques pistes de réflexion pour combattre le gouvernement :

➔ Être vacciné-e ne signifie pas soutenir le gouvernement, ne pas être vacciné-e ne signifie pas être antivax. Ça paraît bête à dire, mais les clivages sont parfois tellement figés, et les arguments tellement pauvres, qu'il paraît important de partir de là : sans un minimum de nuance et d'analyse politique, on vire dans une guerre de tranchées souvent stérile dont le seul vainqueur ne peut qu'être le gouvernement.

➔ Si nous ne sommes pas médecins, la plupart des antivax ne le sont pas non plus. Colporter des rumeurs anxigènes et de fausses informations ne sert pas à grand-chose à part semer la confusion. Une confusion alimentée par le gouvernement et ses communicants à travers des injonctions contradictoires depuis le début de la pandémie. Semer la confusion est ainsi le meilleur moyen pour le pouvoir de s'assurer une tranquillité : lorsque les mots ne veulent plus rien dire, lorsque la vérité est enrobée de mensonges et qu'on ne distingue plus le vrai du faux, le combat ne peut plus se mener sur le terrain de la raison.

➔ Mettre une étoile jaune, se comparer aux palestiniens, au génocide rwandais ou à l'apartheid d'Afrique du Sud, c'est être né-e avant la honte. Ça n'est pas parce que le climat politique actuel est détestable qu'il faut se comparer à des situations comme celles-ci, d'abord parce que c'est manquer de respect aux victimes de l'holocauste, du sionisme, de l'apartheid et de politiques génocidaires, ensuite parce que les mécanismes qui ont conduit la France à la situation actuelle sont très différents. S'il devait y avoir une comparaison historique pour Macron, ce ne serait pas celle d'Hitler mais plutôt Thatcher, un pouvoir ultra-libéral et réactionnaire qui réprimait féroce toute contestation sociale au nom de la liberté tout en soutenant des dictatures néo-coloniales. 40 ans après la Dame de fer, Macron bénéficie de nouvelles technologies de contrôle et de communication qui en font une dystopie totalitaire, un mix entre Thatcher et Dark Vador.

➔ Le problème du Pass Sanitaire n'est pas tant dans le vaccin que dans le contrôle social, le fichage numérisé de la population. Cet instrument de contrôle biopolitique est une atteinte grave aux libertés. On s'habitue à être scanné pour avoir accès à un certain nombre de services en fonction de sa sérologie, et bientôt quoi ? Son casier judiciaire ? Son fichage politique ? Sa religion ? Son ethnicité ou son orientation sexuelle ?

➔ Le gouvernement prétend lutter contre l'épidémie, mais il met en place les mesures qui l'arrangent politiquement, sans considérer leur efficacité réelle. Que la population crève importe peu au pouvoir, l'important c'est qu'elle crève en silence, sans déranger. L'accent est ainsi mis sur la communication, sur des effets d'annonce permanents, ritualisés, quitte à raconter n'importe quoi. Chaque membre du gouvernement pourrait réclamer la palme de l'absurdité, de Frédéric Vidal annonçant la reprise des cours à l'université après la fin des examens à Sibeth Ndiaye qualifiant le port du masque de « geste technique précis », en passant par Jean-Michel Blanquer qui se vante

partout d'avoir gardé les écoles ouvertes alors que son administration cachait les contaminations sous le tapis.

→ En résumé, la gestion du coronavirus par le pouvoir, c'est une gestion purement policière et autoritaire de la crise, doublée d'effets d'annonces inutiles, anxiogènes et qui font porter la responsabilité de la crise à celles et ceux qui la subissent. En bref : une pénurie de masques, des injonctions contradictoires, huit mois de couvre-feu pour rien, l'utilisation de drones pour contrôler des campeurs, l'obligation du port du masque en extérieur et la restriction d'accès aux endroits « respirables » (plages, parcs...), pas de purificateurs d'air, pas de dédoublements dans les salles de classe, pas d'investissement dans l'éducation comme chez nos voisins européens, des fermetures de lits et une médaille en chocolat pour les soignant-es.

L'article serait trop long à tout résumer, d'autres l'ont déjà fait mieux que nous.

→ Le gouvernement a fait de la pandémie une opportunité : faire taire les contestations au nom d'une unité nationale face au covid, utiliser la maladie comme un choc pour attaquer les conquits sociaux de tous les côtés. Ce qui passait difficilement avant passe beaucoup plus facilement, puisque l'attention se porte sur la situation sanitaire. Ces attaques sont d'autant plus violentes qu'elles se passent du vernis démocratique habituel, on se rappelle du conseil de défense qui avait décidé de faire passer la réforme des retraites en force au lieu de gérer la crise sanitaire.

→ L'imposition de mesures sanitaires très contestées sert donc de contre-feu à des mesures anti-sociales. Se focaliser sur le seul pass sanitaire, c'est faire le jeu du gouvernement, car c'est ne pas regarder son objectif politique réel : la destruction de tous les communs, de tous les espaces collectifs où la notion de solidarité prend le pas sur la concurrence. Dans l'idéologie macronienne, la concurrence est la base de tout. Pas seulement de l'économie, mais de tout. C'est en cela que Macron est ultra-libéral : tout ce qui n'est pas concurrence doit disparaître, tout ce qui n'est pas performance doit être détruit. Et c'est cette idéologie qui s'impose en se cachant derrière la lutte contre la pandémie. Si combattre le pass sanitaire paraît nécessaire, se limiter à ce combat c'est avoir déjà perdu.

→ La situation actuelle est un malaise généralisé, où chacun-e se rend compte qu'il y a un problème, où chacun-e voudrait résister mais ne trouve pas de prise pour renverser la vapeur. Cette situation rappelle le début des Gilets Jaunes : une colère mal digérée, sincère et cacophonique. Que la gauche ne s'empare pas de cette colère et s'enferme sur ses principes signe sa défaite. Que les organisations de gauche ne soutiennent pas les manifestations est une énième trahison, c'est laisser la confusion régner et gagner au sein d'un mouvement populaire et contestataire. Juger avec hauteur et mépris ces manifestations et les personnes qui y participent, c'est s'enfermer dans le stéréotype, le jugement hâtif, c'est rester dans une attitude de défaite qui caractérise la gauche depuis trop longtemps.

→ La manifestation du 14 juillet fait état d'une colère légitime, mais l'arrivée à la préfecture de Nantes sans objectif clair illustre son manque de perspectives : que cherche-t-on à obtenir ? Si nous voulons marcher sur la tête des rois, il faudra s'en donner les moyens !